

CSAM

6 juillet 2023

Liminaire



finances
Solidaires

SYNDICAT NATIONAL
Solidaires
Finances
Publiques

Solidaires
DOUANES

Solidaires
CCRF & SCL

Solidaires
Sud
INSEE

Sud Centrale
Solidaires finances

I.D.D.
Solidaires

Déclaration Solidaires Finances

Les crises se succèdent. S'agissant de celle-ci, nous ne l'avions pas anticipée, alors qu'en y regardant à deux fois, tous les ingrédients étaient pourtant sous notre nez.

Si on remonte un peu le fil du temps, nous avons été confrontés à des phénomènes très différents dans leur nature. Il y eut un minuscule virus, qui a fini par peser sur la planète entière. Puis les rêves impérialistes d'un régime autoritaire du côté de l'Europe de l'Est. Sans parler du fil rouge du changement climatique, une course à la fois de fond et de vitesse, face à des effets énormes et plus rapides que prévu.

Voici maintenant l'acte terrible d'un policier qui a, très rapidement, réveillé une colère que les pouvoirs ne voulaient surtout pas voir. Une colère nourrie par des maux multiples dont le dénominateur commun est celui de l'injustice dont cette société est atteinte, avec des dégâts immédiats considérables. Sans jouer au sociologue amateur, on ne peut que constater combien cette société est fracturée. On voit coexister des mondes parallèles qui ne se parlent pas ou plus. Le vivre-ensemble, ciment d'une société juste et démocratique, se lézarde depuis de nombreuses années sans que des politiques publiques ambitieuses réhabilitent ce qui devrait faire sens commun, malgré des alertes multiples tirées notamment par les corps intermédiaires, syndicats compris.

Au cours de ces événements, il est de notre responsabilité de relever que nos services ont payé un lourd tribut. Et ont, pour partie, été spécifiquement visés. C'est un fait à ne pas sous-estimer. Il pose clairement une question de fond pour la société, à savoir celle du consentement à l'impôt. Pour ce qui nous concerne, le sujet est plus vaste : c'est celui de la justice sociale, de la redistribution des richesses et du rôle et la place des services publics.

Pour revenir sur la «ronde terrible» - des crises - évoquée plus haut, à chaque fois, nos hautes et illustres autorités nous ont crânement indiqué que beaucoup de choses allaient changer, qu'elles-mêmes avaient parfois évolué et que les vieilles lunes étaient passées de mode. Et, au passage, vive le Service Public, rempart anti-crise et ciment de notre société ! (et même, cerise sur le gâteau, on ne trouve rien de plus beau que le dialogue social. Si, si, on vous l'assure!)

Et ?

Et pas grand-chose. Nous avons quelques beaux discours enflammés. Mais, en pratique, les lignes ont peu ou pas évolué. En tout cas, l'inflexion à laquelle on pouvait collectivement appeler n'est jamais réellement venue.

Si on veut bien reconnaître que les dérives ne datent pas d'hier, nous arrivons peut-être là au bout de la route. Une large part de l'opinion voit bien que la mécanique (de l'État) tourne un peu à vide :

✓ des services de plus en plus en difficulté pour assurer leurs missions au quotidien, nous illustrerons notre propos, notamment avec la campagne gérer mes biens immobiliers assurée par la DGFiP qui relève du fiasco, alimenté par une dématérialisation totale et un manque de moyens criants malgré des signaux d'alarme tirés par les organisations syndicales ;

- ✓ des citoyens qui ont largement l'impression que l'État (et les autres services publics) est un grand incapable ou pour le moins invisible ;
- ✓ des agents qui pensent in petto que les seconds nommés n'ont pas tout-à-fait tort...
- ✓ et, pour finir, les uns et les autres qui ont (et c'est heureux) toujours de fortes attentes ou aspirations vis-à-vis de l'état.

Pour rester dans l'actualité, ce n'est pas le Service public, sous toutes ses formes, et à lui tout seul, avec ses petits bras plus ou moins musclés, qui va résoudre la crise des banlieues... euh, en fait des villes, des zones péri-urbaines et rurales en réalité. Par contre, c'est un élément indispensable pour faire société. Continuons à la démolir consciencieusement et ce sera le règne du chacun pour soi. C'est peut-être l'envie de quelques-uns. Jamais ce ne sera la nôtre : nous, nous ne préférons pas la bête immonde à la justice sociale.

À notre sens, c'est un tournant qui est attendu par le ministère et les agent.es qui le servent.

Ce dernier doit se manifester par deux gestes aussi attendus l'un que l'autre :

- ✓ un signal fort au niveau des annonces budgétaires. Exprimé de façon lapidaire : le reflux perpétuel des moyens de Bercy et de ses directions, c'est terminé !
- ✓ une vraie reconnaissance pour des agentes et agents qui, contre vents et marées, continuent à assumer leurs missions du mieux qu'ils/elles peuvent.

En guise de conclusion, nous allons reprendre, une analyse plus qu'autorisée, concluant que ce ministère avait besoin de reprendre son souffle. Il n'y a peut-être jamais eu moment aussi indiqué pour lui donner de l'air !

Paris, le 6 juillet 2023